

MESOLIA enfume les locataires...

Mesolia avait comme projet d'installer une chaufferie à bois dans la résidence Edmond Rostand au Haillan. Pour cela, il lui fallait recueillir l'accord de la majorité des locataires. Ils ont donc organisé une consultation et, 3 jours avant la date limite, ils n'avaient pas la majorité escomptée... Le résultat fut déclaré positif sans aucune transparence, sans donner le résultat réel et sans même présenter les bulletins réponse recueillis.

Mesolia a donc mis en pratique son projet de chaufferie mixte (bois et gaz) pour un coût de 600 000 € avec 380 000 € de subventions (Conseil Général Gironde, Région Aquitaine et l'ADEME Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie). Les 220 000 € manquants étant comblés par un prêt sur 15 ans payé par les locataires sur la base de l'économie réalisée. Le but annoncé étant : plus d'écologie et 200 € d'économies par an et par appartement. Le résultat concernant la première année d'utilisation n'est pas à la hauteur des promesses puisque l'économie réalisée n'est que de 22 €. Le résultat est meilleur pour les deux années suivantes mais il est obtenu par une baisse de température dans les logements en dessous de 19°C. Parmi les habitants des problèmes de santé sont apparus faisant réagir la médecine auprès de Mésolia. Contrairement à ces affirmations sur la réduction de CO2 Mésolia aggrave la situation des habitants en matière d'hygiène et de santé, la chaufferie n'étant pas équipée d'un accélérateur de combustion (trop cher) celle-ci produit beaucoup de CO2 en dégageant une fumée noire dont tout le Haillan peut bénéficier.

Il est urgent de soumettre ces apprentis chimistes à un contrôle rigoureux par les locataires et leurs associations !

Le miroir aux alouettes de la propriété !

Les organismes HLM offrent désormais à leurs locataires la possibilité d'acheter leur appartement. Cela peut paraître la solution pour devenir "propriétaire", mais cette opération entraîne quelques inconvénients.

Tout d'abord, le fait que ce changement de statut réduit sensiblement le parc HLM communal qui, s'il n'est pas renouvelé, peut déclencher des pénalités pour notre collectivité si le quota minimum légal n'est plus atteint.

Ensuite, outre le fait que le locataire achète en l'état un bien qu'il a contribué à amortir en s'endettant pour plusieurs longues années ; il continue donc de payer mais l'entretien est désormais à sa charge.

C'est un peu un marché de dupes et nous avons pu constater (Résidence Condorcet) que les néo-proprios expriment quelques regrets...

Dans cette résidence où se côtoient des propriétaires et des "toujours locataires", les responsabilités ne sont pas réellement définies ni réparties équitablement. Par exemple, lors d'un dégât des eaux : l'assurance du propriétaire ne veut pas intervenir car le dégât relèverait d'un vice de construction, celle du locataire non plus car il faut définir l'origine du sinistre.

Qui pour arbitrer puisque l'organisme HLM refuse d'intervenir ?

L'accès à la propriété n'est donc qu'un mirage !

Pour contacter nos militant(e)s du Haillan, rien de plus simple :

• Par courrier :

31 rue du Hapchot 33185 LE HAILLAN

• Par téléphone :

Philippe ROUZÉ au 05 56 28 40 89

Jean-Louis DANFLOUS au 05 56 57 81 97

• Par mail : ga-le-haillan@orange.fr

Le Trublion



Bulletin de la Gauche Anticapitaliste du Haillan

Membre du Front de Gauche

ANTI-CAPITALISTE

Dernier conseil municipal avant les vacances le 28 juin...!

La salle de la mairie était pleine pour ce dernier conseil municipal avant les vacances. En effet, les rangs de la droite étaient complets et même une demi douzaine de supporters était venu pour les soutenir. Ceci nous a fait réaliser que nous étions à moins d'un an des prochaines élections. C'est sûrement le double effet de la politique du gouvernement Hollande qui déçoit le peuple de gauche et le résultat de l'élection de Villeneuve sur Lot (UMP contre Front National au second tour) qui ouvre leur appétit ; nous devons tout faire pour leur compliquer la digestion.

Avant d'aborder l'ordre du jour, le Maire a fait adopter à l'unanimité l'octroi d'une subvention de 500 € pour venir en aide aux sinistrés des Hautes Pyrénées et autant pour ceux de Haute Garonne.

Le procès verbal de la précédente réunion ayant été adopté à l'unanimité et sans modification, le

n° 47

Été 2013

conseil pouvait réellement débutter.

Bilan du CCAS

(Centre Communal d'Action Sociale).

Notre commune (9300 habitants) compte 388 personnes devant survivre avec des revenus inférieurs au RSA (483,24 € mensuels) et nous comptons 548 chômeurs déclarés parmi nous. Ces chiffres nous font toucher du doigt que nous ne sommes pas extérieurs à la crise et que le CCAS garde son utilité pour développer les solidarités. Durant l'année 2012, c'est 1521 personnes qui ont été reçues et de nombreuses aides ont été apportées sous forme de bons d'alimentation, d'assistance pour régler les loyers, factures d'eau ou d'électricité avec toujours le souci du respect des personnes aidées.

Ceci devrait nous permettre de réfléchir à la gratuité de certains services ou prestations. Se loger, se nourrir, s'éduquer, conserver sa dignité est un droit et pour notre société, c'est un devoir de le faire appliquer.

Deuxième bilan, celui de l'aire d'accueil des gens du voyage. Les problèmes rencontrés ont tous été résolus dans la sérénité et la concertation. Le changement de prestataire (désormais Aquitanis) s'est passé dans le calme. Il reste à fidéliser les enfants dans la fréquentation des écoles

puisque la plupart des familles sont en voie de sédentarisation.

Une dizaine de délibérations présentées par l'adjoint aux finances qui sont un passage légal obligé pour clôturer l'exercice 2012. Cela correspond au contrôle des comptes par rapport au budget programmé et à la validation des écritures d'affectation des résultats. Le chef de la droite a lu une déclaration, sur le ton monocorde de celui qui récite, critiquant la politique municipale pas assez libérale à son avis (trop d'impôts, trop d'assistance et de solidarité).

L'adjoint aux finances a répondu, justifié, argumenté car il s'agit bien dans ce débat de divergences politiques profondes entre humanisme et capitalisme. L'élu de droite n'a pas repris la parole. Il est vrai qu'il a annoncé qu'il ne serait plus la tête de liste aux prochaines élections...

Les délibérations suivantes sur la restauration scolaire et l'accueil des élèves ont été l'occasion de redire qu'à l'occasion de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, les TAP (Temps d'Activités Périscolaires) seraient gratuits pour les familles... la droite a voté contre et nous n'avons pas compris si c'était contre les rythmes scolaires (obligatoires) ou contre la gratuité.

Quelques délibérations sur le partenariat des activités en direction des jeunes (ALSH) avec les associations locales ont été votées à l'unanimité.

La prime annuelle des agents municipaux revalorisée (étendue aux non titulaires) a été votée. Le Maire en a profité pour rendre compte de l'entrevue avec les assistantes maternelles, très positif selon lui.

La modification du tableau des effectifs devait entériner l'embauche du personnel (déjà en place) qui sera chargé de l'animation des TAP. Petit problème, deux agents sont "oubliés" dans l'opération alors que la règle annoncée était de ne "laisser personne sur le bord du chemin". Le PCF et le PG ont fait une déclaration pour le regretter et seul l'élu anticapitaliste s'est abstenu pour exprimer sa réprobation.

Déclaration de Philippe ROUZÉ

Je suis d'accord avec l'intervention de JC Conte sur le fond, j'ai néanmoins un désaccord sur la forme.

Je pense que lutter contre les emplois précaires n'est pas une charge pour notre collectivité mais un devoir. Par cette prise de position je souhaite insister sur les choix à venir que devra faire notre municipalité en terme de priorité.

L'emploi doit être au centre de nos préoccupations, car dans ce domaine nous nous devons d'être exemplaires. Aussi, pour appuyer ce souhait je m'abstiendrai sur cette délibération

Quelques délibérations sur les achats ou échanges de terrains dans le cadre du projet "Parc du ruisseau", toutes votées à l'unanimité. Idem pour l'adhésion à "Villes et Villages Fleuris de France".

Une dernière délibération devant formuler un avis sur l'enquête publique visant HERAKLES (SNPE de Saint Médard) sur le traitement biologique des déchets pour éviter les rejets dans la nature qui ont pollué notre nappe phréatique (25% de la réserve d'eau potable de la CUB) ainsi que le brûlage qui pollue l'air de vapeurs d'acide chlorhydrique.

La commune du Haillan a voté pour ce choix de traitement mais a ajouté à sa

délibération le souhait de mettre en place une commission de contrôle intercommunale et indépendante de l'entreprise pour éviter de faire aveuglément confiance aux personnes qui nous déclaraient il y a peu qu'il n'y avait pas de rejets de produits polluants dans la nature.

Après deux heures de conseil municipal, la séance a été levée en se souhaitant de bonnes vacances (pour ceux qui pourront partir).

Il faut enterrer le rapport Moreau !

Suite à la livraison du "rapport Moreau" par un groupe "d'experts" sur notre système de retraite, le gouvernement socialiste va finir le sale boulot de saccage entrepris par la droite.

En résumé, le choix qui va nous être offert est : soit on repousse l'âge de départ à la retraite, soit on allonge la durée des cotisations, soit, enfin, un peu des deux.

Donc, nos "socialistes" au pouvoir veulent faire travailler plus longtemps les vieux alors que tout le monde sait que notre résistance s'émousse avec l'âge et que les patrons ne veulent plus de cette main d'œuvre vieillissante.

Question subsidiaire : si les vieux restent plus longtemps au boulot, que vont faire les jeunes qui arrivent sur le marché du travail ?



La solution, plutôt que de faire payer l'équilibre des caisses de retraite à ceux qui vivent exclusivement de leur travail serait de s'attaquer aux fortunes de ceux qui vivent de leurs rentes. Un transfert de charges : plus de salaires, moins de revenus du capital. Modifier le rapport entre les salariés et les actionnaires.

Mais çà, pour les matamores "socialistes" qui nous dirigent, ce n'est pas pour maintenant. Le changement est remis à plus tard à moins que, dès la rentrée, nous entamions les actions de résistance dans l'unité et la détermination ■